



Les besoins primaires: la partie visible d'une détresse plus grande

Christine MAHY, Secrétaire générale du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté

c.mahy@rwlp.be
www.rwlp.be

Dans notre pays, tous les jours, il y a des gens qui connaissent la faim, le froid, le dénuement, la peur de ne plus avoir de toit, la tristesse de ne pas pouvoir avoir de rêves au moins pour ses enfants. C'est terrible, paradoxal, indigne qu'il y ait tant de gens dans le besoin dans un pays comme le nôtre où les boutiques de luxe se multiplient, les rayons des grands magasins débordent de nourriture, de fringues et de gadgets. Rencontre avec Christine Mahy, Secrétaire générale du RWLP qui, en prélude à la Journée mondiale de lutte contre la pauvreté, nous invite à "ensemble et sans peur, briser l'enfermement de l'appauvrissement"¹ et à comprendre la pauvreté au-delà des besoins primaires.

Quelle est l'analyse du RWLP sur la situation des personnes pauvres aujourd'hui?

Nous constatons que les personnes qui sont dans la pauvreté depuis un certain temps, ne voient guère de perspectives d'amélioration de leur situation, et que d'autres qui sont fragiles, à la frontière de la pauvreté, basculent vite dedans.

Nous observons notamment les effets dévastateurs de cet impitoyable dispositif d'exclusion du chômage, qui appauvrit matériellement, mais aussi moralement les gens. Il les isole et on constate que, parmi tous les exclus de l'ONEM, une grande proportion de personnes disparaissent dans

la nature, on ne sait pas ce qu'elles deviennent. Elles ne se tournent pas vers le CPAS parce qu'elles ont entendu dire qu'il ne sert à rien d'y aller, qu'elles ne seront pas aidées, ou parce qu'elles n'osent pas faire le pas, qu'elles ont honte.

Les personnes pauvres souffrent de ne pas pouvoir rencontrer divers besoins matériels élémentaires, tels que l'accès à un logement correct, à l'énergie, à une alimentation de qualité, mais, nous disent-elles, la pauvreté ne se limite pas à cela. A partir de leur expertise du vécu, le RWLP définit la pauvreté comme l'accès insuffisant et/ou empêché et/ou dysfonctionnel, à des richesses matérielles, mais aussi à une ou plusieurs autres formes de richesses : relationnelles (vie familiale et amicale, mixité sociale, ...), immatérielles (enseignement et éducation, formation tout au long de la vie, reconnaissance des potentialités individuelles, ...), privées, affectives et psychologiques (droits à la vie privée et à l'intimité, à la liberté, à la détente et à la sérénité, ...) et, enfin, collectives solidaires (services publics et maillage associatif de qualité, accès à la justice, ...).

En quoi les personnes pauvres sont-elles déconsidérées?

Le discours ambiant les rend responsables, individuellement, de

la situation dans laquelle elles se trouvent. Elles se complairaient dans leur pauvreté et leur «assistanat». De plus, les allocations et autres aides qu'elles reçoivent sont assorties de contrôles de plus en plus intrusifs qui les obligent à dévoiler leur vie pour exposer suffisamment leur dénuement. Les personnes pauvres vivent mal ces intrusions mais aussi la suspicion permanente dont elles font l'objet: tout peut être envisagé au nom de la lutte contre la fraude sociale: visites domiciliaires appuyées, contrôle des extraits de compte, de la consommation de gaz et d'électricité, ... Ces excès, liés à la non individualisation des droits, pèse lourd sur la vie privée des personnes aidées mais aussi, il faut le dire, sur la conscience professionnelle de nombre de travailleurs sociaux.

Dans la rue, les médias et les dispositifs mis en place par nos responsables politiques, c'est le même message méritocratique qui est envoyé aux personnes pauvres: «Quand on veut, on peut!» comme si elles ne voulaient pas, ne rêvaient pas d'une autre vie.

1. Slogan de l'édition 2015 de la Journée mondiale de la lutte contre la pauvreté qui sera organisée le 16 octobre à Namur. Si vous voulez vous mobiliser, il y a au moins 4 manières de le faire: avec votre association, votre école, votre maison de quartier, vos voisins, etc, participez à la mosaïque collective «Réfléchissez!» et/ou créez des lanternes pour la grande parade des lanternes solidaire et/ou participez au festival de la soupe solidaire et/ou témoignez à travers un no-selfie! Infos : 081/31 21 17 ou m.collard@rwlp.be

Il y a quelques années, le Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant rapportait ces propos d'une personne appauvrie: «Le pire ce n'est pas de ne rien avoir, mais d'être considéré comme rien.» Maintenant, les gens nous disent: «Aujourd'hui, le pire est de ne rien avoir, d'être considéré comme rien... et d'être accusé d'être profiteur.» En effet, de plus en plus, les personnes qui connaissent la pauvreté sont accusées d'être des parasites qui, «en plus d'être assistées par le système, trichent, abusent de celui-ci».

Beaucoup sont dans un état dépressif à cause de cette violence sociale à leur rencontre. Ces représentations sont d'autant plus injustes que les personnes pauvres, loin d'attendre que des solutions leur tombent du ciel, sont en règle générale très actives et combattives. Même lorsqu'elles n'ont pas d'emploi, elles sont au travail. Elles consacrent énormément d'énergie, de créativité, de qualités à gérer la matérialité du quotidien, à tenter de rencontrer leurs besoins de base.

Comment se vit et se manifeste cette gestion de la matérialité du quotidien?

Quand on est dans le trop peu, n'importe quel aspect de la vie courante peut se transformer en un casse-tête. Tout est plus usant, plus stressant. On vit dans l'angoisse permanente de ne pas parvenir à payer ses factures et son loyer, à recharger la carte de son compteur à budget, à assumer les trop nombreux frais liés à la scolarité de ses enfants,... On se lève le matin, avec en tête toute une série de problèmes à régler. «Il n'y a plus de café et c'est la fin du mois». «Mon enfant a besoin de dix euros pour une excursion scolaire, je n'ai plus rien, que vais-je dire aux instits?». «Je n'ai plus de quoi payer le carburant pour ma voiture, comment vais-je faire pour me rendre à l'entretien d'embauche?».

Et quand on n'a pas le moral, qu'on a besoin d'un peu s'évader, dissiper le stress du quotidien, on ne peut pas se permettre d'aller au ciné ou faire les vitrines. Si on le fait malgré tout, cela créera un nouveau trou dans le budget du mois et, au final, encore plus d'angoisse.

On a aussi intérêt à beaucoup aimer la paperasse, quand on est pauvre, car on doit sans cesse justifier les aides, les services qu'on sollicite et toujours fournir en temps et en heure les bons documents, les bons formulaires, les bons justificatifs. On vit dans la peur constante de mal faire, d'être en retard, de ne pas être compris par tel service, par telle institution.

Des parents nous racontent à quel point ils sont sous tension lorsqu'ils doivent renouveler les abonnements de transports en commun de leurs enfants, tant cela mange une grosse partie de leur budget. Et si, en plus, une facture imprévue tombe au même moment, c'est la catastrophe!

Comme cette maman qui, n'ayant pu payer la facture de l'internat de son enfant en temps voulu, a reçu un courrier par lequel l'établissement lui affirmait qu'elle devait s'en acquitter au plus vite pour que l'enfant puisse passer ses examens. Une telle menace était tout sauf légale, mais pour régler le problème, la maman a tout de même dû aller trouver le comptable de l'école et réexpliquer, comme elle a déjà dû le faire tant de fois auprès de tant d'autres personnes et institutions, sa situation, pourquoi elle a du mal à payer ses factures... Les personnes pauvres ont sans cesse à se justifier.

De plus, lorsque, comme c'est souvent le cas, le manque de moyens s'accompagne d'un affaiblissement du tissu relationnel, amical ou familial, c'est encore plus compliqué car on ne peut pas

prendre appui sur celui-ci, par exemple pour être dépanné financièrement en cas d'imprévu, pour être conduit à tel endroit en urgence, pour recevoir des conseils d'un «ami avocat», pour bénéficier de l'influence d'un autre qui «a des relations», ...

Ainsi, en devant sans cesse gérer les aspects matériels, financiers, de leur vie, les personnes pauvres n'ont que peu la possibilité de se projeter dans l'avenir et de consacrer leurs efforts à la poursuite d'autres formes de richesses. Comment la société peut-elle croire qu'on peut se complaire dans une telle vie? Qu'on puisse être émancipé par la seule perspective de satisfaire ses besoins primaires?

Par ailleurs, les gens pauvres ne sont pas tous identiques, ils n'ont pas tous les mêmes capacités, physiques, psychologiques, mentales pour affronter la pauvreté. Certains sont extravertis, ont du bagou, un physique qui leur donne confiance pour aller vers les gens, ils sont débrouillards, bricoleurs, malins alors que d'autres sont plus timides, plus renfermés, moins sûrs d'eux, semblent avoir deux mains gauches. Ces différences, ces variations de forces et de faiblesses, on les retrouve dans toutes les couches de la population, mais quand on manque de moyens financiers, elles apparaissent d'autant plus déterminantes. Ceux qui disposent d'assez de ces ressources, pourront en faire un usage qui les soutiendra, les aidera à traverser la vie plus facilement... Ce qui ne veut pas dire non plus que cela suffira à les sortir de la pauvreté!

Comment gère-t-on le fait d'être pauvre au sein d'une société consumériste?

Les personnes dans le trop peu vivent en effet au sein d'une

société organisée pour la consommation. Comme le reste de la population, elles sont exposées de toutes parts aux séductions de la publicité et du marketing. Mais dans le même temps, elles reçoivent le message inverse: on exige d'elles qu'elles ne se laissent jamais tenter par rien, qu'elles gèrent leurs deniers à la perfection et ne les consacrent qu'à des choses strictement indispensables. Les jugements sur leur manière de consommer sont moralisateurs et violents.

Or, il faut tout d'abord souligner que les personnes pauvres vivent, en règle générale, dans la simplicité. Non par choix, mais par obligation. Pour s'en sortir, elles sont contraintes de consommer peu, et pas cher. Elles doivent se contenter des premiers prix, du seconde main ou de ce que le CPAS ou les associations veulent bien leur donner. Beaucoup ne vont faire leurs courses qu'au Aldi ou au Lidl, d'autres sont abonnées aux produits de seconde zone d'autres grandes surfaces.

Mais ce n'est pas non plus parce qu'on est pauvre qu'on est une superwoman, qu'on est un superman. La société s'offusque lorsque qu'une personne pauvre dépense son argent pour un smartphone dernier cri, un jeans Levi's, un Pizza Hut en famille ou une sortie arrosée entre copains. Mais pourquoi le désir sociétal de consommer, d'être à la mode, de s'amuser, de se divertir à l'occasion, serait-il complètement étranger aux personnes pauvres? Pourquoi n'éprouveraient-elles pas, elles aussi, du plaisir à se laisser tenter une fois de temps en temps?

C'est aussi ces petits plaisirs qui leur font se sentir humains. Ainsi, pour s'en sortir, mais aussi parfois pour se donner un peu de latitude, il arrive qu'elles contournent certaines règles, certaines normes. Comme ces personnes qui se

créent une adresse fictive pour bénéficier d'allocations au taux isolé, ou celles qui choisissent de vivre dans un squat, une caravane, un chalet. Cela leur permet de boucler leur mois, mais aussi par exemple d'aller manger leur boulet-frites-salade du vendredi ou d'inviter à l'occasion des amis chez elles. Cela leur donne le sentiment de faire un peu plus que survivre.

Cette créativité, ces solutions qu'elles inventent sont une réponse à des besoins que les pouvoirs publics, que la société dans sa globalité, ne leur permettent pas de combler. Mais plutôt que d'être entendues comme des interrogations des politiques sociales existantes et de notre modèle de société, elles sont sanctionnées et renforcent la stigmatisation des personnes pauvres.

Mais pour bien des gens dans le trop peu, ce qu'il y a de plus difficile, ce n'est pas tant de se priver soi-même que de priver ses enfants. Cela demande une résistance et des affrontements quotidiens, et génère énormément de culpabilité.

Sur quoi portent par exemple ces refus parentaux?

Des parents décident de ne plus aller au magasin avec leurs enfants, parce qu'ils n'en peuvent plus de devoir sans cesse leur dire «non». «Non» à un GSM, à une nouvelle paire de baskets, à un nouveau jeu vidéo – un enfant, un ado, qu'il vive ou non au sein d'un milieu défavorisé, aura ce type d'envies! Mais «non» aussi à des choses toutes simples. Telle cette maman qui n'a plus la force d'aller au marché le dimanche, car elle ne peut plus acheter ce savoureux poulet de la rôtisserie que ses deux gamins et elle-même prenaient tant de plaisir à partager. Ou encore cette autre maman

qui, lors des mois un peu moins rudes, est toute heureuse de pouvoir offrir à sa fille du choco Nutella, celui qu'elle préfère. Et que dire quand on doit refuser à son enfant la petite gâterie qu'il réclame légitimement pour sa rentrée des classes, ce petit «plus» qui lui fera entamer l'année scolaire avec un sourire aux lèvres. Un nouveau cartable avec son personnage de dessin animé préféré, le même plumier que son meilleur copain, ...

Beaucoup de parents en sont réduits à résister, quotidiennement, pour des choses basiques. Des parents sans tracas financiers disent souvent «non» pour des raisons éducatives, mais peuvent dire «oui» quand ils le souhaitent, en guise d'encouragement ou de récompense. Les parents dans le trop peu, eux, refusent tout simplement parce qu'ils n'ont pas le choix.

La société voudrait des enfants pauvres stoïques, des parents pauvres stoïques, qui ne se contentent que de l'ultra nécessaire et du premier prix. Or, comme je l'ai dit, la société actuelle est organisée exactement pour l'inverse et les gens sont soumis à une pression terrible. Alors, oui, cela arrive que le parent craque, qu'il cède face aux réclamations répétées de son enfant ou ne résiste tout simplement pas au besoin de lui faire plaisir. Et oui, cela fera un trou dans le budget du mois. Et oui, cela sera difficile à combler. Mais, comment est-ce qu'on fait pour toujours tenir, pour toujours dire «non»?

Tous ces renoncements, cette lutte de tous les instants dans laquelle sont engagées les personnes pauvres, sont invisibles pour la société. Ce que la société voit, ce qu'elle scrute, c'est la minorité des personnes pauvres qui, malheureusement, savent moins bien compter ou se laissent trop tenter.

Mais, une fois encore, on trouve des personnes avec des comportements excessifs ou pathologiques dans toutes les couches de la société!

Quelle est votre position concernant les dispositifs actuels d'aide aux plus démunis, notamment en matière d'alimentation?

C'est un débat difficile. Bien sûr, on ne peut par exemple pas être contre la récupération des invendus alimentaires et leur redistribution. Mais en développant de plus en plus ce type de dispositifs, quantitativement comme qualitativement, on tend à organiser la pauvreté durable, à installer l'idée qu'il est normal qu'il y ait des gens qui ont besoin qu'on leur donne à manger, à boire, de quoi se vêtir, se laver... Avec tout le respect que je porte à la qualité du travail mené par de nombreuses associations qui opèrent dans le domaine, cela reste des «actions sparadrap», qui agissent sur les conséquences et non sur les causes de la pauvreté.

Je crains qu'à force de multiplier les services périphériques, d'y consacrer toujours plus d'énergie et de moyens, on oublie de s'attaquer à la pauvreté elle-même. Plus on va développer des circuits parallèles pour les populations démunies, moins on aura de raisons de régler la question de leur portefeuille, et plus on les contraindra à un certain type de consommation, de fonctionnement et de circuit.

Car les personnes pauvres qui s'orientent vers ces associations, ces services, sont quelque part déposés de leurs droits à la liberté, à l'autonomie, à l'autodétermination. Elles vont vers ces dispositifs d'aide avant tout parce qu'elles ne peuvent faire autrement. Bien sûr, on pourra toujours citer des exemples de personnes qui ont trouvé, dans une épicerie sociale ou un resto social, un lieu pour s'émanciper grâce aux

nouveaux liens créés, au bénévolat... Mais la plupart, si elles avaient vraiment le choix, si elles n'étaient pas dans le besoin matériel, n'iraient pas. Souvent, qui plus est, elles sont obligées de justifier qu'elles remplissent bien les conditions pour être aidées, prouver qu'elles sont vraiment dans le besoin.

Derrière la matérialité de ces dispositifs, il faut s'intéresser à ce qu'ils signifient pour les personnes. Je pense par exemple à cette maman qui était parvenue à redresser la barre, mais qui vient d'avoir un petit accident de parcours; lors d'une assemblée, elle nous a raconté, en larmes, à quel point c'était dur pour elle d'être obligée de retourner à nouveau vers les colis alimentaires, ce qu'elle n'avait plus fait depuis des années.

Que prône le RWLP pour renforcer et rendre plus juste la lutte contre la pauvreté?

Il faut aider les personnes pauvres à sortir de leur condition, et non seulement les aider à s'en sortir dans leur condition. Cela passe par une captation et une répartition plus juste des richesses, par un renforcement de la sécurité sociale et le développement de services publics gratuits ou du moins réellement accessibles à tous.

Quand est-ce que tout le monde aura droit à un revenu décent, lui permettant de mener une vie véritablement conforme à la dignité humaine? Quand est-ce, aussi, que l'on va s'attaquer aux coûts exorbitants des logements privés, en travaillant davantage avec les propriétaires afin de mettre leurs biens dans le parc social? Il n'y a actuellement que 7% de logements sociaux, or près de 15% de la population belge vit sous le seuil de pauvreté, qui équivaut à un peu plus de 1 000 euros/mois pour une personne isolée.

Il faut aussi prendre davantage en compte tous ceux qui vivent juste un peu au-dessus du seuil de pauvreté, qui peinent également à joindre les deux bouts. Il est trop fréquent que, en obtenant un emploi à mi-temps et en passant de ce fait juste au-dessus de cette limite, une personne perde par la même occasion divers avantages, tels que les allocations familiales majorées.

Mais permettre aux gens de vivre une vie conforme à la dignité humaine, cela passe aussi indissociablement par un autre discours, un autre regard sur les personnes qui connaissent la pauvreté. Cesser de les accabler, de les tenir pour principaux responsables de leur condition, de les traiter comme des parasites et des tricheurs. Il y a urgence à recréer de la confiance, plutôt que de la méfiance et de la défiance. Ce n'est qu'en considérant que la personne fait du mieux qu'elle peut dans la vie, au vu de son histoire propre, de ses ressources, des circonstances dans lesquelles elle se trouve, que l'on pourra créer la relation qui permettra de l'accompagner un pas plus loin. Car, une fois de plus, personne ne souhaite être dans la merde, personne ne se dit le matin en se levant : « Pourvu que mon loyer augmente, que je sois expulsé, que le huissier me tombe dessus, que je sois en défaut administrativement, que je ne gagne pas davantage ma vie en décrochant un boulot, ... »

Enfin, comme nous cherchons à le faire au niveau des Réseaux de lutte contre la pauvreté, il faut écouter et favoriser la participation publique des personnes qui connaissent ou ont connu la pauvreté, car elles disposent d'un savoir, d'une expertise particulière qui peut être utile à toute la société. Elles peuvent apporter un autre regard, des idées neuves à nos décideurs politiques!